

Colloque au Sénégal (Dakar, UCAD, 18-20 décembre 2019)

Appel à communication (8 mars 2019)

English version below

***Mobilisations « à bas bruits » :
De nouvelles promesses de changement ?***

Discuter et mettre à l'épreuve un concept dans le contexte africain

Contact : mobilisations_discretes@laposte.net

Argumentaire

Le concept de mobilisation a longtemps été surdéterminé par son rapport au politique. Or il s'est opéré une certaine dé-légitimation du politique comme vecteur du changement social (chute du mur de Berlin, montée d'un populisme autoritaire, etc.). Parallèlement, l'envers du succès de la sociologie des mobilisations a parfois produit une « routinisation » qui construit des prêts à penser pour des phénomènes standardisés. *A contrario* des pratiques diversifiées, économiques et culturelles, sont porteuses de dimensions égalitaires et émancipatrices (ou au contraire conservatrices) dont la portée politique n'est ni un préalable, ni une conséquence inéluctable. Ces pratiques se rapportent aux mœurs et aux modes de vie dont nous posons qu'elles sont partiellement autonomes par rapport au champ politique, en tout cas elles ne doivent pas être positionnées *hic et nunc* par rapport au politique. A l'inverse, contester les institutions n'est pas toujours un gage de profondeur de la mobilisation : violences démonstratives et tapage médiatique peuvent mettre en cause des institutions ou des pouvoirs publics, sans toujours menacer les rapports sociaux traditionnels, ces hiérarchies et dominations sociales inscrites au cœur des modes de vie et bien résumées par le triptyque anglo-saxon : *race, class and gender*. La question des modes de vie déborde donc le ciblage du cadre institutionnel, contester et subvertir n'étant pas toujours synonymes, même s'il ne s'agit pas de les dresser l'un contre l'autre.

C'est tout autant dans l'appréhension des formes de contre-pouvoir, de brèches, de contre-culture et de failles, que l'on peut saisir une forme déviante, parfois alternative, originale ou minoritaire sans être dûment « protestataire ». L'analyse politique et historique des mouvements sociaux, l'approche socio-économique ou socio-anthropologique peuvent se fonder sur l'appréhension des émotions, du rôle de la mémoire, des formes de sociabilité et de réseaux d'entraide. En économie, des mobilisations des acteurs peuvent être examinées comme des façons de contourner les effets pervers des décisions publiques de développement (plans d'ajustement structurel, chantiers aux effets dévastateurs sur les populations locales...), en s'appuyant sur la communauté d'appartenance, mais sans verser dans une mobilisation politique structurée.

Entre résistance, *lifestyle as politics*, activisme (au) quotidien, *social (non) movements*, les mobilisations en question, même peu contestataires, sont définies

d'abord par la participation collective plus ou moins forte d'une population donnée, dont le projet intentionnel, la ruse ou les comportements erratiques (*cunning strategies*), induisent une remise en cause de la hiérarchie des rapports sociaux, du quadruple point de vue des inégalités économiques et sociales, raciales-post-coloniales (ou décoloniales), de genre ou environnementales (et de leur négation).

Pour éclairer le concept de mobilisations, nous faisons le pari du dialogue interne aux sciences sociales et celui de la comparaison entre différents pays, notamment d'Afrique. Le pari épistémologique est en effet qu'un renouvellement des problématiques sur la mobilisation peut provenir du pluralisme disciplinaire et du décentrement du regard, ou de la confrontation des contextes. Les divers éclairages (sociologiques, anthropologiques, économiques, politistes, historiques) sur les différentes mobilisations sont les bienvenus, portant sur des objets sociaux pluriels (ONG, État, développement local, réseaux, groupes locaux...), dans les domaines variés de la santé, du travail, de l'urbanisme, de la politique, des arts, des cultures ou de la religion, selon trois axes de réflexion.

Une alchimie avec l'État ? Affichage versus participation et orientation négociée.

L'histoire des résistances en Afrique a connu de nombreux rebondissements. A l'écart de la doxa nationaliste anticoloniale, il s'agit de penser l'alchimie entre formes violentes et formes cachées, entre mobilisations populaires et jeux des élites, dans des régimes politiques plus ou moins stables. Des formes d'hybridation entre formes musicales et politiques ont pu émerger, des mouvements citoyens initiés par des rappeurs ou autres acteurs de la société civile, comme « Y en a marre » au Sénégal et « Balai citoyen » au Burkina Faso ; sans oublier les formes de désillusion, de désengagement ou de démobilisation, observées par exemple au Cameroun.

Étudier les mobilisations c'est d'abord critiquer la dénomination officielle. Le risque est en effet de réduire le terme de mobilisation à une approche nominative et déclarative, dans un souci d'affichage de programmes dits « communautaires », « populaires », « participatifs », « coopératifs », « innovants » etc. On s'attachera donc à mener l'enquête et à manier le scalpel analytique, sans présager si État et Société s'opposent ou se combinent.

Rappelons ici que structuration des groupes locaux et intégration verticale peuvent aller de pair (au sens où le recours à des élites peut constituer un facteur de mobilisation collective, comme dans le cas des pasteurs noirs du mouvement civique américain). Par exemple, il se peut que la population s'approprie un dispositif, même peu adapté. L'adossement de la mobilisation collective à une institution pose en effet le problème de la frontière entre social et politique, dans le sens de la manipulation de l'une par l'autre, ou, à l'inverse d'une possibilité de socialisation des institutions : ainsi les formes de participation, qu'elles soient électorales, co-gestionnaires (budget participatif) ou organisationnelles, peuvent revêtir un caractère hybride, voire celui d'une expérience horizontale de subversion locale des rapports socio-hiérarchiques.

Ces transformations des mobilisations et de l'action collective sont sans doute à relier aux évolutions contemporaines de l'action publique qui s'inscrit, elle aussi, de moins en moins dans de grands projets politiques mais renvoie en principe à des choix pragmatiques et à des orientations négociées. Quand l'action publique se décide et se négocie dans des espaces discrets, autour d'instruments complexes et à l'écart des débats publics, les mouvements sociaux et l'action collective éprouvent plus de difficultés à avoir prise sur elle et à s'approprier ses enjeux.

Une alchimie sans État ? Formes d'autonomie de la société civile.

Ouvrir de la sorte le champ de l'investigation suppose alors de tenir compte des catégories de pensée des acteurs, quand bien même elles n'apparaissent pas comme immédiatement politiques ou militantes, et ne pas présupposer d'emblée que le contexte détermine de manière structurante leurs choix ou leurs possibilités d'action. A l'instar de travaux sur les processus d'émancipation en Afrique, il s'agit d'être attentif à des mobilisations qui revendiquent parfois ouvertement leur distance à l'appareil d'État et aux institutions et créent leurs propres conditions de possibilité et d'organisation.

En particulier, des phénomènes de mobilisations à bas bruits émergent dans la sphère du religieux. En Afrique notamment, acteurs religieux, politiques et économiques peuvent interagir voire se confondre au sein de « zones grises » où les médiations se cumulent et s'interpénètrent, comme dans les formes de résistances pacifiques initiées par les marabouts au Sénégal, ou les violences religieuses au Niger. Trop souvent, l'imbrication socioreligieuse conduit à mettre en exergue « les leaders communautaires » dont le rôle charismatique en fait tantôt des porte-parole incarnant le collectif (et donc contraints par lui), tantôt relève de la manipulation pure et simple. En outre, une focalisation sur les leaders communautaires empêche d'examiner les situations individuelles particulièrement hétérogènes au regard des droits et des obligations de chacun.

Le faisceau des responsabilités des individus les uns vis-à-vis des autres participe à leur identité et à leurs propres mobilisations. L'action d'un individu pour une cause n'est alors pas forcément dictée par l'influence des leaders locaux mais plutôt par sa perception subjective de ses responsabilités (familiales, professionnelles, collectives, religieuses etc.) et son acceptation ou pas de ses droits et devoirs vis-à-vis des autres. On touche là aux dimensions individuelles des mobilisations à bas bruits, insérées dans un réseau social et des normes, souvent implicites, telles que par exemple la responsabilité des dirigeants de microentreprises.

Dans les contextes africains, on peut voir se mettre en place des solidarités locales pour prendre en charge des nécessités vitales, précisément du fait du retrait de l'État : logement, électricité, accès à l'eau nourriture, aides au déplacement, gestion de l'argent des émigrés etc. La reconfiguration relationnelle entre les associations de développement et les pouvoirs publics, par exemple, où les élites locales peuvent être réhabilitées dans un mouvement de participation de la société civile. Ces relations trouvent difficilement les conditions d'une co-construction des politiques publiques et oscillent entre des rapports de défiance vis-à-vis des autorités publiques et de sous-traitance pour les organisations internationales. La liste est longue des mobilisations populaires pour faire face à la nécessité, très loin du pouvoir et des institutions et très proches de formes idéologiques culturelles, religieuses ou artistiques. A l'inverse, ces dernières peuvent exister sous une forme autonome plus immatérielle, c'est-à-dire sans rapports avec les nécessités susdites, mais apportant également, avec leur supplément d'âme, une dimension transgressive des mœurs sociales.

Une mobilisation sans idéologie ? Le sens du juste au cœur des mobilisations.

On fait alors la jonction avec la question du rapport ordinaire au politique. Nombre de mobilisations et de pratiques quotidiennes ont été qualifiées d'infra-politique, de proto-politique ou de politique ordinaire. Elles présentent l'intérêt d'ouvrir le champ de

l'analyse aux approches des éléments de croyance ou de comportements sociaux chargés d'une représentation du monde social sans supposer au préalable une grande connaissance du champ politique, réservée à une élite. Ainsi, des conduites à la fois indécises, de jeunes ou de femmes, sans intention contestataire préalable, sont susceptibles de mettre en échec l'ordre dominant par agrégation. Les rapprochements entre les mouvements sociaux et l'économie solidaire sont toutefois souvent tâtonnants et marquent une difficulté à articuler pratiques économiques et changement socio-politique.

Peut-on suspendre tout jugement *in fine* et s'en tenir à la seule « cristallisation d'activités collectives, autonomes par rapport à l'État » ? Il est possible aussi de démêler des tendances « progressistes » et « conservatrices »... mêlées. Ainsi, les milices d'habitants mobilisés contre le terrorisme n'acceptent pas forcément les femmes, le trafic de la drogue peut contribuer à construire des écoles, la corruption ou le clientélisme alimenter des communautés locales ou encore des églises traditionnelles politiser à gauche des milieux populaires.

Une mobilisation multiforme et multi-sites des acteurs conservateurs et progressistes se lit aussi dans les luttes pour les droits sexuels. Bien qu'une partie de ce phénomène soit très visible et très bruyant (des manifestations de rue contre le mariage homosexuel en France ou contre la restriction des lois sur l'avortement en Pologne, des appels à introduire la peine de mort en Ouganda), d'autres formes " invisibles " de mobilisation sont également très répandues, comme l'objection de conscience du personnel sanitaire contre l'avortement, le refus des fonctionnaires de procéder au mariage gay, ou l'activisme LGBT " du placard ". Dans certains cas, il s'agit de réponses individuelles et localisées, dans d'autres cas, il s'agit de campagnes internationales bien orchestrées.

Ce mélange des genres est un thème majeur des approches intersectionnelles, qui s'emploient à saisir d'un même mouvement les oppressions de classe, de genre et de race (auxquelles s'ajoute désormais la question environnementale), même si le propos est parfois doctrinaire et le gain empirique pas toujours évident. Si les aspirations à la justice sociale sont diversifiées et « tâtonnantes », cela n'empêche pas les sentiments d'injustice d'être exacerbés, dans un monde de plus en plus inégal. Le flou des références empêche-t-il *in fine* la force des mobilisations ?

En synthèse, nous examinerons à Dakar quel genre de mobilisations « à bas bruits » peut être mis en lumière, que ce soit avec, sans ou contre l'État, avec ou sans idéologie. Notre espoir est d'approfondir l'analyse des mobilisations en mettant en résonance divers apports empiriques de qualité. Chaque projet de communication fera l'objet d'un processus de sélection par les organisateurs et le conseil scientifique.

Calendrier

Publication de l'appel à communication : 5 mars 2019

Envoi des projets de communication (5 000 signes max., *portant mention des coordonnées, statut et rattachement institutionnel*) : 15 mai 2019

Adresse mail des envois : mobilisations_discretes@laposte.net

Sélection des projets retenus et information aux auteurs : 30 juin 2019

Envoi du préprogramme du colloque : 15 septembre 2019

Envoi des textes des intervenant-e-s (20 000 signes max) : 15 octobre

Envoi du programme définitif : novembre 2019

Tenue du colloque : UCAD, 18 (à partir de 9h), 19 et 20 Décembre (jusqu'à 13h) 2019

Comité d'organisation

Amin Allal, Bruno Boidin, Emmanuelle Bouilly, Abdoulaye Moussa Diallo, Siri Gloppen, Judith Hayem, Irène Maffi, Ivan Sainsaulieu, Ndoye Tidiane.

Conseil scientifique

Bruno Boidin, Judith Hayem, Ivan Sainsaulieu, Julien Talpin, Marion Carrel, Marie Saiget (Lille), Ndoye Tidiane, Sylvain Faye, Moustapha Tamba, Souleymane Gomis, Fatou Binetou Dial, Mohamed Moustapha Dieye (Dakar, Sénégal), Benoit Tine (Ziguinchor, Sénégal), Cheikh Sakho (Saint-Louis, Sénégal), Jean-Pierre Olivier de Sardan (Paris et Niger), Abdoulaye Sounaye (Nigeria), Irène Maffi, Mounia Bennani Chraïbi, Antoine Kernén, Jean-François Bayart, Alexander Keese (Lausanne et Genève, Suisse), Amin Allal, Imed Melliti (Tunis, Tunisie), Dominique Darbon, Vincent Bonnacase, Etienne Smith (Bordeaux, France), Laurent Gardin (Valencienne), Valéry Ridde, Marie Brossier (Montréal, Laval, Canada), Lilian Mathieu, Philippe Corcuff (Lyon), Jean-Emile Charlier, Mathieu Berger (Louvain, Belgique), Emmanuelle Bouilly, Frédéric Lebaron, Daniel Céfaï, Catherine Neveu (Paris), Philippe Lavigne-Delville (Montpellier), Francis Kern (Strasbourg), Aziz el Maoula El Iraki (Rabat, Maroc), Michael Neocosmos, Richard Pithouse, Jackie Dugard (Durban, Johannesburg, Afrique du Sud), Youssef El Chazli (Berlin, Allemagne), Nina Eliasoph (Los Angeles, Etats-Unis), Eeva Luhtakallio (Tampere, Finlande), Emmanuelle Barozet (Santiago, Chili), Siri Gloppen (Bergen, Norvège), Emmanuel Sambieni, Abou-Bakry Imorou (Abomey-Calavy et Parakou, Bénin), Sylvia Tamale, Stella Nyanzi (Makere, Ouganda).

Bibliographie indicative

- Allal A. (2012), « Trajectoires 'révolutionnaires' en Tunisie », *Revue française de science politique*, vol. 62, n°5, p. 821. [\[2\]](#)
- Ballet J., Bazin D., Dubois J.L., Mahieu F.R. (2014), *Freedom, Responsibility and Economics of the Person*, New York, Routledge.
- Banégas R. (2011), « La politique du 'gbonhi'. Mobilisations patriotiques, violence milicienne et carrières militantes en Côte d'Ivoire », *Genèses*, vol. 81, p. 25-44.
- Bayat, A. (2010), *Life as politics, How Ordinary People Change the Middle East*, Stanford: Stanford University Press.
- Bayart J.-F., Toulabor C., Mbembe A. (1992), *Le politique par le bas en Afrique noire : contributions à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala. [\[2\]](#)
- Bayart J.-F. (1985), « L'énonciation du politique », *Revue française de science politique*, vol. 35, n°3.
- Bennanni-Chraïbi M., Fillieule O. (2002), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de SciencePo.
- Benin J., Vairel F. (eds.) (2011), *Social Movements, Mobilization and Contestation in the Middle East and North Africa*, Stanford, Stanford University Press.
- Boidin B. (2017), « Responsabilité sociale d'entreprise et identité du dirigeant : une réflexion sur les petits entrepreneurs en Afrique », *Ethique et économique*, 14(1), 63-71
- Boidin B. (2018), « Une couverture santé universelle sans politique intégrée de la santé est-elle possible en Afrique? », *Revue française des affaires sociales*, n°1.
- Bonnacase V. (2010), « Faim et mobilisations sociales au Niger dans les années 1970 et 1980 : une éthique de la subsistance ? », *Genèses*, n°81, p. 5-24.
- Bouilly E. (2014), *Mobiliser sans protester. Carrières militantes et modes d'actions non-protestataires des « femmes de développement » engagées dans la « lutte contre l'émigration clandestine » au Sénégal*, thèse de science politique, Université Paris I. [\[2\]](#)
- Bucolo E., Coraggio J. L., Laville J.-L., Pleyers G., (dir.), (2017), *Économie solidaire et mouvements sociaux*,

- Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Desclée de Brouwer, Paris.
- Cefaï D. (2001), « Les cadres de l'action collective. Définitions et problèmes », in D. Cefaï, D. Trom (dir.), *Les Formes de l'action collective*, Paris, Editions de l'EHESS, p. 51- 97.
- Champy F., Israël L. (2009), « Professions et engagement public », *Sociétés contemporaines*, 73 (1), 7-19.
- Chazel F. (2009), « Mobilisation des ressources », in Fillieule, O., Mathieu, L., Péchu, C. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris : Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).
- Cohen R. (1987), « Les formes cachées de la résistance et de la conscience ouvrières », in Agier M., Copans J., Morice A. (dir.), *Classes ouvrières d'Afrique noire*, Paris, Karthala/Orstom, p. 113-136.
- Cooper B. (2003), « Anatomy of a Riot: The Social Imaginary, Single Women, and Religious Violence in Niger », *Revue Canadienne des Études Africaines*, vol. 37, n°2/3, p. 467-512.
- Copans J. (1977), « Note critique : Dangers et difficultés de l'étude des résistances primaires », in *Revue Canadienne des Études Africaines*, vol. 11, n°1, p. 97-99.
- Dardot P., Laval C. (2014), *Commun. Essai sur la révolution au XXIème Siècle*. Paris : La Découverte
- Deldrève C. (2019), «La construction de l'Environnementale Justice comme cadre d'analyse pour les inégalités environnementales », in Sainsaulieu I., Barozet E., Cortesero R., Mélo D. (dir.), *Où est passée la justice sociale ? De l'égalité aux tâtonnements*, Lille, Septentrion (à paraître).
- De Moor J. (2017), « Lifestyle politics and the concept of political participation », *Acta Politica*, April, Volume 52, Issue 2, p. 179–197.
- Dobry M. (2009), *Sociologie des crises politiques : La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris: Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).
- Catusse M., Vairel F., 2010, « Question sociale et développement : les territoires de l'action publique et de la contestation au Maroc », *Politique africaine*, vol. 4, n°120, p. 5-23.
- Gardin L. & Laville J.-L. (2017), « L'économie solidaire » in Defourny J. & Nyssens M. (eds), *Économie sociale et solidaire, Socioéconomie du Troisième secteur*, Bruxelles, De Boeck, p. 187-220.
- Geschière P. (1995), « La clarté et la sorcellerie de Robert Buijtenhuijs », *Politique africaine*, n°59.
- Gilbert, C. & Henry, E. (2012) « La définition des problèmes publics : entre publicité et discrétion », *Revue française de sociologie*, 53 (1), 35-59.
- Hayem J. (2014), « Marikana : répression étatique d'une mobilisation ouvrière indépendante », *Politique africaine*, 133 (1), p. 111-130.
- Hayem J. (2017), "What do we call post-apartheid ?", *Social Dynamics*, volume 43 n°3, p. 386-402.
- Henry, E. (2017) *Ignorance scientifique et inaction publique. Les politiques de santé au travail*, Presses de Sciences Po, Paris.
- Al Maoula El Iraki A. (2003), *Des notables du Makhzen à l'épreuve de la « Gouvernance ». Elites locales, gestion urbaine et développement au Maroc*, L'Harmattan.
- Hilgers M., Mazzocchetti J. (dir.) (2010), *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire : le cas du Burkina Faso*, Paris, Karthala.
- Linhart V. (1992), « Les « Dix » de Renault-Billancourt. Les enjeux d'une mobilisation d'appareil, juillet 1986 - décembre 1989 », *Revue française de science politique*, 42^e année, n°3, p. 375-401.
- Mahieu F. R. (2008), *Responsabilité et crimes économiques*, Paris, L'Harmattan.
- Mamdani M., Dia Wamba E. (ed.) (1995), *African Studies in Social Movements and Democracy*, Dakar, Codesria.
- Mathieu L. (2002), «Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol. 52, n°1, p. 75-100.
- Mathieu L. (2019), « Saisir les sens du juste dans les mobilisations », in Sainsaulieu I., Barozet E., Cortesero R., Mélo D. (dir.), *Où est passée la justice sociale ? De l'égalité aux tâtonnements*, Lille, Septentrion (à paraître).
- Mansbridge J. (2013), « Everyday Activism », *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*.
- Marx K. (2007 - 1871), *La guerre civile en France*, Paris, Fayard/Mille et une nuits.
- Mbembe, A. (2000) *De la décolonisation, Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. Paris, Karthala
- Melliti I., Le Pape L., (2018) « Introduction au dossier : Économies morales », *L'Année du Maghreb*, 18 , 11-17.
- Neocosmos M. (2016), *Thinking Freedom in Africa. Toward a theory of emancipatory politics*, Wits University Press, Johannesburg.
- Oberschall A. (1973), *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall.
- Olivier De Sardan J.-P. (1993), « La surinterprétation politique : les cultes de possession *hawka* du Niger », in Bayart J.-F. (dir.), *Religion et modernité politique en Afrique noire. Dieu pour tous et chacun pour soi*, Paris, Karthala, p. 163-213.
- Olivier De Sardan J.-P., Diarra A., Moha M. (2017), « Travelling models and the challenge of pragmatic contexts

- and practical norms: the case of maternal health”, *Health Research Policy and Systems*, 15 (Suppl 1) : 60.
- Ostrom E. (1990), *Governing the commons : The evolution of institutions for collective action*, Cambridge : Cambridge University Press
- Péchu C. (2009) « Spontanéisme », in Fillieule, O., Mathieu, L., Péchu, C. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris: Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).
- Plancq-Tournadre M. (2004), « Services d'eau et d'électricité au Cap, ou comment la sortie d'apartheid fabrique des débranchés », *Flux*, numéro spécial "Services en réseaux, services sans réseaux dans les villes du Sud", n°56/57, p. 13- 26.
- Pommerolle M.-E. (2008), « La démobilisation collective au Cameroun : entre régime postautoritaire et militantisme extraverti », in *Critique internationale*, vol. 40, n°3, p. 73-94.
- Sainsaulieu I. (2012), « La mobilisation collective à l'hôpital : contestataire ou consensuelle ? », *Revue française de sociologie*, 53-3, p. 461-492.
- Sainsaulieu I., Surdez M. (dir.) (2012), *Sens politiques du travail*, Paris, Armand Colin, coll. « Recherches ».
- Sainsaulieu I. (2017), *Conflits et résistances au travail*, Paris, SciencesPo Les Presses, coll. « Contester ».
- Sarr F. (2016), *Afrotopia*, Philippe Rey.
- Scott C. (1990), *Domination and The Arts of Resistance : Hidden Transcripts* , Yale University Press.
- Scott J. (1985), *Weapons of the Weak : Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven. □
- Siméant J. (2013), « Protester, mobiliser, ne pas consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain », *Revue internationale de politique comparée*, 2-20, p. 125-143.
- Sociologie du travail* (2015), dossier *Participer pour quoi faire ?* vol. 57-1.
- Talpin J. (2019), « L'église comme arme de lutte. La communauté religieuse au service de la justice sociale à Los Angeles », in Sainsaulieu I., Barozet E., Cortesero R., Mélo D. (dir.), *Où est passée la justice sociale ? De l'égalité aux tâtonnements*, Lille, Septentrion (à paraître).
- Tainturier P. (2016), « Reconfiguration relationnelle entre les associations de développement et les pouvoirs publics en Tunisie après la révolution : le cas de Tozeur » in Gardin L., Jany Catrice F., (dir), *L'économie sociale et solidaire en coopérations*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, p. 165-176.
- Thompson E. (1971), « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past and Present*, n°50, p. 76-136. □
- Tilly C., Tarrow S. (2008), *Politiques du conflit*, Paris, Presses de SciencePo.
- Trom D. (2001), « Grammaire de la mobilisation et vocabulaires de motifs », in Cefai D., Trom D. (dir.), *Les Formes de l'action collective*, Paris, éditions de l'EHESS.

Partenaires institutionnels

Centre Lillois d'Etudes et de Recherches Economiques et Sociologiques (CLERSE)
 Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal (UCAD)
 Association Française des Anthropologues (AFA)
 Université de Lausanne, Suisse (UNIL)
 Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain, Tunis (IRMC)
 Les Afriques dans le Monde, Bordeaux (LAM)
 Université de Bergen, Norvège





Symposium in Senegal (Dakar, UCAD, 18-20 December 2019)

Call for papers, 8th of March 2019

« Low-noise » mobilizations: New promises of change?

Engaging with a concept in the African context

Contact: mobilisations_discretes@laposte.net

Summary

The concept of mobilization has long been over-determined by its relationship to politics. However, there has been a certain de-legitimization of politics as a vehicle for social change (fall of the Berlin Wall, rise of authoritarian populism, etc.). At the same time, the somewhat "routinized" field of the sociology of mobilizations has also begun to build ready-to-think, standardized phenomena. Diversified economic and cultural practices carry egalitarian and emancipatory (or on the contrary conservative) dimensions whose political significance is neither a prerequisite nor an unavoidable consequence: they relate to the habits and lifestyles that we assume are partially autonomous from the political field, in any case without having to be positioned *hic et nunc* with regard to politics. On the other hand, contestation is not always a synonymous with mobilization: demonstrative violence and media campaigns can challenge institutions or public authorities, without always threatening traditional social relations, these hierarchies and social dominations at the heart of lifestyles and well summarized by the Anglo-Saxon triptych: race, class and gender. The question of lifestyles therefore goes beyond the targeting of the institutional framework, since contesting and subverting are not always synonymous: if it is not a question of pitting them against each other, would there also be discreet ways to make things change?

It is just as much in forms of counter-power, breaches, counter-culture and flaws, that one can grasp a deviant form, sometimes alternative, original or minority without being duly "contentious". The political and historical analysis of social movements, the socio-economic or socio-anthropological approach can be based on an understanding of emotions, the role of memory, forms of sociability and mutual aid networks. In economics, mobilizations of actors can be examined as ways of circumventing the perverse effects of public development decisions (structural adjustment plans, projects

with devastating effects on local populations, etc.), based on the community to which they belong, but without engaging in structured political mobilization.

Between resistance, lifestyle as politics, daily activism, social (non) movements, those type of mobilizations, even if not very contested, are defined first of all by the greater or lesser collective participation of a given population, whose intentional project, cunning strategies or erratic behavior question the hierarchy of social relations, from the fourfold point of view of economic and social, racial and post-colonial (or decolonial), gender or environmental (and their negation) inequalities.

To shed light on these mobilizations, we believe it is crucial to engage in a dialogue within the social sciences and to compare different countries, particularly in Africa. The epistemological challenge is to renew the scholarly analysis of mobilization through disciplinary pluralism and a comparative approach. The various perspectives (sociological, anthropological, economic, legal, political, historical) on mobilizations are welcome, focusing on plural social actors (NGOs, State, local development, networks, local groups...), in the various fields of health, work, urban planning, politics, arts, culture or religion, along three main issues.

An alchemy with the state? Display versus participation and negotiated orientation.

The history of resistance in Africa is multiple and complex. Beyond the anti-colonial nationalist doxa, the main question concerns the alchemy between violent and hidden forms, between popular mobilizations and elite games, in more or less stable political regimes. Forms of hybridization between musical and political forms of resistance have emerged, citizen movements initiated by rappers or other civil society actors, such as "Y en a marre" in Senegal and "Balai citoyen" in Burkina Faso; without forgetting the forms of disillusionment, disengagement or demobilization, observed for example in Cameroon.

To study mobilizations means first of all to criticize the term used to designate them. The risk is indeed to reduce the term of mobilization to a nominative and declarative approach, in order to display so-called "community", "popular", "participatory", "cooperative", "innovative" programs, etc. The focus will therefore be on conducting the investigation and using the analytical scalpel, without predicting whether State and Society will oppose or combine. It should be recalled here that the structuring of local groups and vertical integration can go hand in hand (in the sense that the use of elites is a factor of collective mobilization, as in the case of black pastoralists in the American civic movement).

For example, the population may resort to a specific device, even if it is not well adapted. The link between a collective mobilization with an institution raises the problem of the boundary between the social and the political spheres, as it can elicit the manipulation of one by the other, or, on the contrary, the possibility of socialization of institutions: thus, forms of participation, whether electoral, co-managerial (participatory budget) or organizational, can have a hybrid character, or even become a horizontal experience subverting local socio-hierarchical relationships.

These transformations of mobilizations and collective action are undoubtedly to be linked to contemporary developments in public action, which is also less and less part of major political projects but in principle refers to pragmatic choices and negotiated orientations. When public action is decided and negotiated in discrete spaces, around complex instruments and away from public debates, social movements and collective action have more difficulty in having control over it and embrace its challenges.

A chemistry without a state? Autonomy of civil society.

Opening up the field of investigation in this way then implies taking into account actors' categories of thinking, even if they do not immediately appear to be political or militant, and not presupposing from the outset that the context determines their choices or possibilities for action in a structured way. Like the works on emancipation processes in Africa, one must pay attention to mobilizations that sometimes openly claim their distance from the State apparatus and institutions and create their own conditions of possibility and organization.

In particular, phenomena of low-noise mobilizations are present in the sphere of religion. In Africa in particular, religious, political and economic actors can interact or even merge within "grey zones" where mediations accumulate and interpenetrate, as in the forms of peaceful resistance initiated by the marabouts in Senegal, or religious violence in Niger. Too often, the socio-religious interweaving leads to the highlighting of "community leaders" whose charismatic role sometimes makes them spokespersons embodying the collective (and therefore forced by it), sometimes it is mere manipulation. In addition, a focus on community leaders prevents the examination of particularly heterogeneous individual situations with regard to the rights and obligations of each individual.

The range of responsibilities of individuals towards each other contributes to their identity and their own mobilizations. An individual's action for a cause is then less dictated by the influence of local leaders than by his subjective perception of his responsibilities (family, professional, collective, religious, etc.) and his acceptance or not of his rights and duties towards the others. This involves the individual dimensions of low-noise mobilizations, embedded in a social network and norms, often implicit, such as the responsibility of microenterprise managers.

In African contexts, local solidarity can be established to meet vital needs, precisely because of the withdrawal of the State: housing, electricity, access to water, food, travel assistance, management of émigrés' money, etc. The relational reconfiguration between development associations and public authorities, for example, where local elites can be rehabilitated in a movement of civil society participation. These relationships rarely allow the co-construction of public policies and oscillate between mistrust towards public authorities and subcontracting for international organizations. The list is long of popular mobilizations to face the need, very far from power and institutions and very close to cultural, religious or artistic ideological forms. On the other hand, the latter can exist in a more immaterial autonomous form, i.e. without any connection with the above-mentioned needs, but also bringing, with their extra soul, a transgressive dimension of social habits.

A mobilization without ideology? The sense of justice at the heart of mobilizations.

This leads us to the question of the ordinary relationship to politics. Many daily mobilizations and practices have been described as infra-political, proto-political or ordinary politics. They have the advantage of opening up the field of analysis to approaches focusing on elements such as social belief or behaviour that entail representations of the social world without first assuming a great knowledge of the political field, reserved for an elite. Thus, ambivalent conduct by young people or women, without any prior intention of contestation, is likely to undermine the dominant order by aggregation. However, the connections between social movements and the

solidarity economy are often groping and mark a difficulty in articulating economic practices and socio-political change.

Can we suspend any judgment and confine ourselves solely to the "crystallization of collective activities, autonomous from the State"? It is also possible to disentangle "progressive" and "conservative" tendencies... mixed. Thus, the militias of inhabitants mobilized against terrorism do not necessarily accept women, drug trafficking can contribute to building schools, corruption or clientelism can feed local communities or traditional churches can spread leftist ideologies within popular milieus.

A multifaceted and multi-site mobilization of conservative and progressive actors can also be seen in the struggles for sexual rights. Although some of these phenomena are very visible and noisy (street demonstrations against same-sex marriage in France or against the restriction of abortion laws in Poland, calls to introduce the death penalty in Uganda), other "invisible" forms of mobilization are also widespread, such as conscientious objection by health providers against abortion, refusal by officials to perform gay marriage, or LGBT activism "in the closet". In some cases, these are individual and localized responses, in other cases, they are well orchestrated international campaigns.

This gender mix is a major theme of intersectional approaches, which seek to capture class, gender and racial oppression (now supplemented by the environmental issue) in a single movement, even if the purpose is sometimes doctrinaire and the empirical gain not always obvious. While aspirations for social justice are diverse and "groping", this does not prevent feelings of injustice from being exacerbated in an increasingly unequal world. Does the vagueness of the references ultimately prevent the strength of the mobilizations?

In summary, in Dakar we will examine what kind of "low noise" mobilizations can be highlighted, whether with, without or against the state, with or without ideology. Our hope is to innovate the analysis of mobilizations by creating a dialogue between various qualitative empirical contributions. Every paper proposal will be evaluated by the organizers and the members of the scientific committee of the conference.

Calendar of events

Publication of the call for papers: 5 March 2019

Sending of communication projects (max. 5,000 characters, mentioning contact details, status and institutional affiliation): 15 May 2019

E-mail address: mobilisations_discretes@laposte.net

Selection of selected projects and information to authors: 30 June 2019

Sending of the pre-program of the conference: 15 September 2019

Sending of speakers' texts (20,000 characters max): October 15

Sending of the final program: November 2019

Colloquium: 18 (from 9am), 19 and 20 December (till 1pm)

Organizing Committee

Amin Allal, Bruno Boidin, Emmanuelle Bouilly, Abdoulaye Moussa Diallo, Siri Gloppen, Judith Hayem, Irène Maffi, Ivan Sainsaulieu, Ndoye Tidiane.

Scientific Council

Bruno Boidin, Judith Hayem, Ivan Sainsaulieu, Julien Talpin, Marion Carrel (Lille), Ndoye Tidiane, Sylvain Faye, Moustapha Tamba, Souleymane Gomis, Fatou Binetou Dial, Mohamed Moustapha Dieye (Dakar, Senegal), Benoit Tine (Ziguinchor, Sénégal), Cheikh Sakho (Saint-Louis, Sénégal), Jean-Pierre Olivier de Sardan (Paris and Niger), Abdoulaye Sounaye (Nigeria), Irène Maffi, Mounia Bennani Chraïbi, Jean-Francois Bayart, Alexander Keese, Antoine Kernen (Lausanne and Geneva, Switzerland), Amin Allal, Imed Melliti (Tunis, Tunisia), Dominique Darbon, Vincent Bonnacase, Etienne Smith (Bordeaux), Laurent Gardin (Valencienne), Valéry Ridde, Marie Brossier (Montreal, Laval, Canada), Lilian Mathieu, Philippe Corcuff (Lyon), Jean-Emile Charlier, Mathieu Berger (Louvain, Belgium), Emmanuelle Bouilly, Frédéric Lebaron, Daniel Céfaï, Catherine Neveu, Marie Saiget (Paris), Philippe Lavigne-Delville (Montpellier), Aziz el Maoula El Iraki (Rabat, Morocco), Michael Neocosmos, Richard Pithouse, Jackie Dugard (Durban, Johannesburg, South Africa), Youssef El Chazli (Berlin, Germany), Nina Eliasoph (Los Angeles, USA), Eeva Luhtakallio (Tampere, Finland), Emmanuelle Barozet (Santiago, Chile), Siri Gloppen (Bergen, Norway), Emmanuel Sambieni, Abou-Bakry Imorou (Abomey-Calavy et Parakou, Bénin), Sylvia Tamale, Stella Nyanzi (Makere, Uganda).

Indicative Bibliography (see above)

Institutional partners

Centre Lillois d'Etudes et de Recherches Economiques et Sociologiques (CLERSE)
Cheikh Anta Diop University, Dakar, Senegal (UCAD)
French Association of Anthropologists (AFA)
University of Lausanne, Switzerland (UNIL)
Research Institute on Contemporary Maghreb, Tunis (IRMC)
Africa in the World, Bordeaux (LAM)
University of Bergen, Norway

